
Environnement contre géopolitique : les enjeux écologiques dans la région caspienne

Jean-Robert RAVIOT

**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/cemoti/113>

DOI : [10.4000/cemoti.113](https://doi.org/10.4000/cemoti.113)

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Jean-Robert RAVIOT, « Environnement contre géopolitique : les enjeux écologiques dans la région caspienne », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 23 | 1997, mis en ligne le 01 mars 2005, consulté le 04 décembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/113> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.113>

Ce document a été généré automatiquement le 4 décembre 2023.

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Environnement contre géopolitique : les enjeux écologiques dans la région caspienne

Jean-Robert RAVIOT

"L'industrie de Bakou est presque nulle: le travail des usines pour la purification du pétrole et la préparation des bitumes se fait à l'écart de la ville. Les pêcheurs de Bakou se livrent principalement à la chasse aux phoques". Elisée Reclus, "L'Asie russe", Nouvelle géographie universelle, vol. 6, 1881.

"Ville du feu, Bakou a hérité de son sous-sol l'extravagance des "feux-follets" et l'imposante présence des derricks au large de ses côtes. Là s'arrêtent les images poétiques: la métropole de la Caspienne est devenue le réceptacle de tous les dommages écologiques imaginables sur Terre". Jeff Rowlands, "From Baku to Astrakhan", *The New Yorker*, 1996 (traduction de J.-R. Raviot).

- 1 A la fin du 19^{ème} siècle, le pétrole transforme Bakou en avant-poste de la révolution industrielle en Orient. Le petit port de pêcheurs de phoques a changé profondément et subitement. Bakou devient en vingt ans une ville à la richesse aussi rapide qu'insolente, une métropole cosmopolite et une cité ouvrière¹. La mer Caspienne, d'où provient alors l'essentiel du pétrole de l'Empire russe, est soudain placée au centre des rivalités politiques et commerciales des grandes puissances. D'une superficie de 370 000 km² aujourd'hui, la plus vaste des mers fermées du globe —frontière naturelle entre la Transcaucasie, la Russie méridionale, la steppe de l'Asie moyenne et le plateau iranien — se trouve au coeur d'une zone stratégique essentielle aux confins de l'Orient et de l'Occident.

- 2 Après la révolution bolchevique et la nationalisation des compagnies pétrolières, la mer Caspienne disparaît du devant de la scène internationale. Dans l'ensemble soviétique, la région perd peu à peu son importance économique au fur et à mesure de la découverte de nouveaux gisements au sud de l'Oural (le "second Bakou") et en Sibérie occidentale. A la fin des années 1930, la prospection pétrolière est pratiquement arrêtée dans cette zone, troisième région productrice de pétrole en URSS en 1989². L'intérêt des grandes puissances pour cet espace périphérique de l'URSS décroît. Comme pour corroborer ce déclin, l'expertise géographique soviétique semble condamner la mer Caspienne à être rayée de la carte. Entre 1895 et 1976, le niveau des eaux a baissé de 5 mètres tandis que leur volume a été réduit de 960 km³ entre 1945 et 1975: "La mer Caspienne pose à l'homme un problème d'aménagement passionnant: comment lutter contre la nature qui tend à l'assécher et la condamne inéluctablement à disparaître?"³.
- 3 Après l'effondrement de l'URSS, la mer Caspienne excite de nouveau toutes les convoitises. L'apparition, en 1991, de nouveaux Etats indépendants sur son littoral (Azerbaïdjan à l'ouest, Russie au nord, Kazakhstan et Turkménistan à l'est) et la découverte consécutive de nouveaux gisements de pétrole attirent tous les regards. Ces ressources, qui se trouvent sur le territoire de jeunes Etats ne disposant pas des moyens technologiques et financiers de les exploiter, pourraient pourtant jeter les bases de leur "décollage" économique. Ces trois Etats pourraient alors envisager plus sereinement les restructurations économiques et les grands défis sociaux, sanitaires et environnementaux qu'ils doivent relever.
- 4 L'évaluation des enjeux économiques, politiques et stratégiques de la région caspienne doit impérativement prendre en compte les facteurs socio-écologiques. En effet, la crise sociale et environnementale dont cette zone est victime, avec ses multiples conséquences démographiques et sanitaires, constitue une donnée essentielle à long terme. Le littoral caspien de l'URSS a subi des transformations importantes au cours de la période soviétique: il s'est industrialisé et urbanisé rapidement, en particulier après 1950. Les retombées de cette "modernisation" hâtive sont visibles aujourd'hui. Toutefois, les données écologiques —encore partielles, mais inquiétantes— ne sont pas pour l'instant considérées par les Etats riverains comme un facteur poussant à la concertation régionale, mais plutôt comme une arme supplémentaire, notamment dans la bataille des argumentations autour du statut juridique de la mer Caspienne. Comme sur d'autres dossiers environnementaux, les Etats issus de l'URSS, qui persistent à placer la politique de l'environnement au bas de l'échelle des priorités, concentrent leur attention sur des questions trop circonscrites, sans tenter de considérer les problèmes posés dans leur ensemble. Dans les tractations des Etats avec les compagnies pétrolières occidentales, les préoccupations environnementales ne semblent pas non plus peser de leur juste poids⁴.
- 5 Depuis 1993-1994 cependant, une question d'ordre écologique —capitale pour le démarrage des divers projets d'exploitation et de transport des hydrocarbures— fait naître de nombreuses polémiques. La mer Caspienne, dont on annonçait l'agonie certaine, voit son niveau augmenter de manière alarmante depuis 1980. Les Etats riverains s'accusent mutuellement d'avoir provoqué ce phénomène qui met en danger la pérennité de plusieurs villes côtières et d'installations industrielles majeures. Ce dossier est d'ailleurs le seul à susciter la réunion périodique d'experts et de responsables politiques des Etats de la région. Pourtant, les réalités écologiques de la

zone caspienne ne se réduisent pas à ce problème, aussi spectaculaire et urgent soit-il. Au regard de la multiplicité des enjeux et de l'importance des intérêts financiers en présence, nous essaierons de présenter, dans leur ensemble, les problèmes écologiques et leurs conséquences pour le milieu naturel et les populations, en tâchant de démêler au mieux les réalités de leur instrumentalisation, tantôt grossière, tantôt subtile, par les Etats riverains.

Pollutions et risques pour l'environnement

- 6 L'aspect des régions côtières de la Caspienne varie du nord au sud. Le littoral s'étend sur 6380 km, dont 996 km en Iran. Cette zone est principalement située en ex-URSS. Aussi ses problèmes écologiques sont-ils largement hérités de l'exploitation extensive des ressources naturelles, de l'industrialisation et de l'urbanisation menées au mépris des équilibres écologiques, traits caractéristiques du système socialiste⁵. Pour cette raison, mais également du fait de la difficulté de l'accès aux sources iraniennes et de notre familiarité avec la lecture et l'interprétation des documents russes et soviétiques, nous nous concentrerons sur le cas des Etats issus de l'URSS.
- 7 Les caractères hydrologiques de la mer Caspienne sont très originaux: ses fonds sont azoïques, mais une faune relativement riche se développe dans les horizons superficiels. La biodiversité de la faune et de la flore en mer Caspienne aurait été réduite de plus des deux tiers depuis le début du siècle⁶. Les eaux du bassin septentrional, placées dans une zone de climat semi-désertique à hivers froids, sont prises par les glaces durant trois mois, alors que celles du bassin méridional échappent au gel. La teneur en sel de l'eau est généralement élevée, mais varie considérablement sur de courtes distances, augmentant en direction du sud et vers le fond des golfes et atteignant 20 pour mille dans le golfe de Kara-Bogaz, à la frontière kazakho-turkmène : cet espace de 150 km de diamètre entouré de plateaux déserts, fermé par une digue en 1977, rouvert depuis peu, constitue "le plus grand dépôt de sel du monde, une plaine nauséabonde de sel et d'argile"⁷, source de problèmes alarmants de santé publique dans la région avoisinante. A bien des égards, cette zone rappelle le désastre écologique bien connu de la mer d'Aral, située à 600 km au Nord-Est⁸.
- 8 La mer Caspienne reçoit les eaux d'un bassin étendu sur 3,6 millions de km². Ses tributaires sont principalement la Volga (qui fournit 76% de son débit liquide), la Koura (Transcaucasie), l'Oural et l'Emba (Kazakhstan) et, dans une moindre mesure, l'Atrek (Iran et Turkménistan) et le Safid (Iran). Chaque année, la Volga déverse 140 millions de tonnes de rejets polluants dans la mer Caspienne⁹. L'impact de la pollution de la Volga est très important sur la rive septentrionale et, en particulier, sur la région du delta. Si la mer d'Azov —qui, contrairement à la mer Caspienne, est considérée par le ministère russe de l'Environnement et des Ressources naturelles comme une "zone de catastrophe écologique"— contient en moyenne 7 mg de pesticides par litre, le taux moyen pour le nord de la mer Caspienne atteint 44 mg/l¹⁰. Le delta de la Volga, qui s'étale sur une profondeur de 70 km et une largeur de 150 km, est composé d'écosystèmes fragiles (sol mince, steppe rase, climat aride et froid) et très réceptifs aux diverses pollutions. Bassin sédimentaire enfoncé entre les plateaux du Don et l'extrémité de l'Oural, son altitude est en dessous du zéro mondial, comme la majorité du littoral caspien. La ville russe d'Astrakhan constitue le centre urbain principal de cette région, dont l'attraction s'étend à plus de 400 km. Ville de pêcheries et de conserveries (caviar), Astrakhan est également un centre industriel (liquéfaction de gaz et extraction de soufre) très polluant. Deux activités économiques sont directement

menacées par cette pollution: l'agriculture (maraîchages et riziculture) et l'industrie du caviar. Entre 1974 et 1987, la pêche annuelle de l'esturgeon pour l'URSS baisse de moitié¹¹. Les sources les plus pessimistes annoncent récemment une baisse importante du nombre des esturgeons: "d'après les estimations du centre d'études de l'économie du poisson d'Astrakhan, le nombre des esturgeons en mer Caspienne est passé de 200 millions à 60 millions en 5 ans"¹². L'épuisement du vivier ne peut cependant pas être imputé à la seule pollution de la mer. La réglementation floue de la pêche, désormais soumise à la juridiction de cinq Etats —sans compter deux républiques (Daghestan et Kalmoukie) et une région (Astrakhan) en Fédération de Russie— tend à faciliter le braconnage.

- 9 Reprenant mot à mot le texte d'un rapport officiel soviétique¹³, tous les observateurs s'accordent sur un point: l'exploitation du pétrole et de ses dérivés constitue la source première et principale de pollution de la mer Caspienne. Inégalement répartie, cette pollution pétrolière est concentrée à l'ouest, au large de l'Azerbaïdjan, et au Nord-Est, au large du Kazakhstan. En Azerbaïdjan, 3500 tonnes de produits pétroliers seraient en moyenne déversés chaque année dans la mer Caspienne et les concentrations de produits pétroliers seraient 4 à 6 fois supérieures à celles observées sur la côte Nord¹⁴. Au Kazakhstan, au large d'Atyraou (ex-Gouriev) et de la péninsule de Mangouchlak (ex-Chevchenko), zones d'exploitation pétrolière recelant en outre d'immenses gisements (Tenguiz), l'ampleur de la pollution est mal connue, faute d'un système fiable de monitoring en la matière¹⁵. Autre agent polluant vivement dénoncé: l'industrie chimique (Soumgaït, Derbent, Makhatchkala, Atyraou, Mangouchlak) et le phénol, dont la concentration sur les rives occidentales de la mer Caspienne serait 10 fois supérieure à celle observée dans le golfe de Finlande¹⁶.
- 10 Si l'on s'écarte des chiffres concernant les substances détectées en mer et que l'on prête attention à la répartition en volume des divers rejets polluants détectés sur le littoral —ici, les données sont plus précises— on constate que ni les hydrocarbures, ni la chimie ne constituent la source majeure de la pollution du bassin caspien. Pour le seul Azerbaïdjan, la zone la plus peuplée du littoral, 2 millions de tonnes de sulfates et 580 000 tonnes de nitrates sont rejetés chaque année, dont environ la moitié aboutit dans la mer. Il convient de mentionner ici deux problèmes méthodologiques majeurs dans la mesure de la pollution hydrosphérique en ex-URSS: la minimisation constante des données concernant les secteurs clés liés à la défense (dont l'énergie et la chimie); l'augmentation importante du niveau de la mer, qui brouille les pistes dans la détermination de l'origine géographique des substances polluantes. Toutefois, et ce malgré la relative fiabilité des sources statistiques, deux constats s'imposent: l'agriculture demeure le secteur le plus polluant; la Russie et l'Azerbaïdjan sont les plus gros pollueurs de la région. Surtout, la pollution de la mer Caspienne résulte davantage de ce qui est produit en amont -rejets polluants en provenance de la Volga- que des activités industrielles ou agricoles des zones littorales. Ici encore, les chiffres concernant la pollution maritime et le volume des rejets sont très insuffisants. En effet, il faudrait envisager l'ensemble du bassin et y intégrer une étude environnementale complète des tributaires et de leurs bassins afin d'évaluer pleinement la situation écologique de la région caspienne et, le cas échéant, de prévoir son évolution.
- 11 Outre sa pollution, la mer Caspienne et sa région sont exposées à des risques naturels et environnementaux considérables. Tout d'abord, la zone est fortement sismique. Aussi les projets pétroliers, tel celui des compagnies British Petroleum et Amoco, qui

auraient proposé de construire un oléoduc à travers la Caspienne¹⁷ (d'Asie centrale vers l'Azerbaïdjan), devront-ils impérativement tenir compte de ce facteur. Selon Alexei Iablokov, conseiller du Président russe pour l'environnement et la santé publique, "la probabilité d'une marée noire en mer Caspienne est extrêmement élevée" et "les projets, notamment russes, d'exploitation et d'acheminement du pétrole ne tiennent pas compte du risque élevé de tremblement de terre dans la région"¹⁸. La sismicité de la zone accroît en outre les risques provenant de la centrale nucléaire de Mangouchlak (Kazakhstan) et par son centre d'exploitation de l'uranium pour la défense. Construite sur la côte, cette centrale, qui n'a officiellement pas connu d'incidents majeurs, a désormais les pieds dans l'eau. L'élévation constante du niveau de la mer pose sérieusement la question de sa réinstallation ou de son démantèlement¹⁹. Alors qu'il est appelé à devenir un centre majeur d'exploitation pétrolière et de pétrochimie, le littoral kazakh, dont Elisée Reclus écrivait en 1881 qu'il était une "vaste et incertaine transition entre les eaux de la mer et les eaux de la steppe"²⁰ et où faune (saïgak, antilope des steppes) et flore sont très délicates, souffre d'une absence de protection manifeste. Autre installation hautement stratégique, source de risques écologiques incontestables, l'usine d'aluminium de Soumgaït (Azerbaïdjan), un temps fermée, est partiellement rouverte, bien que certaines de ses installations soient littéralement inondées. De plus, la pollution atmosphérique, ainsi que l'accumulation sans stockage des déchets industriels et ménagers, demeurent préoccupantes. Bakou et Soumgaït, qui détiennent les plus forts taux de pollution atmosphérique de la région, abriteraient en outre 8 millions de tonnes de déchets toxiques à l'air libre, dans de simples décharges situées non loin des zones d'habitation²¹. Les conséquences de la situation sanitaire se font durement sentir sur la santé publique.

Etat d'alerte sanitaire

- 12 Malgré son indiscutable "provincialisation" au cours de la seconde moitié du vingtième siècle, la région caspienne est après-guerre le théâtre de changements décisifs pour les populations. La rive occidentale, densément peuplée (Azerbaïdjan, Daghestan, région d'Astrakhan), connaît une industrialisation accrue et une urbanisation rapide pendant les années 1950-60²². La rive orientale, lieu de production des hydrocarbures —en particulier le littoral kazakh— s'urbanise et s'industrialise plus tard, au cours des années 1960-70. Les centres urbains de Mangouchlak et d'Atyraou sont en expansion constante depuis lors. En 1990, on comptait, du côté soviétique, 12 millions d'habitants dans les régions riveraines de la Caspienne, dont 7,2 millions en Azerbaïdjan et 2 millions au Daghestan. Le littoral est donc inégalement peuplé, d'autant que la densité de la population, qui atteint 82,3 habitants au km² en Azerbaïdjan, est inférieure à 5 sur les rives septentrionale et orientale (république de Kalmoukie, région kazakhe d'Atyraou, région turkmène de Balkhan)²³. Le littoral occidental de l'Iran, densément peuplé —en particulier la région du Gilan— est cependant moins urbanisé et industrialisé. Ses villes principales sont Resht et, sur la côte, le port d'Anzali (ex-Pahlevi), centre de pêcheries. L'aspect de la côte iranienne est aujourd'hui "en tous points comparable à l'Azerbaïdjan" à l'Ouest²⁴, semblable à la côte turkmène à l'Est.
- 13 La croissance urbaine, à la fois récente et rapide, constitue un trait sociologique et démographique commun à tout le littoral caspien. Dans les républiques et régions riveraines de l'URSS, le taux d'urbanisation —largement inférieur à la moyenne du pays— est cependant inégal: 73% dans la région d'Atyraou; 54% en Azerbaïdjan; 44% au Daghestan. En revanche, le rythme et, surtout, la période de forte croissance des villes sont comparables. Ainsi, entre 1975 et 1990, on observe dans la région —sauf pour

Bakou et Astrakhan, deux "métropoles installées"— une augmentation de la population des villes nettement supérieure à la moyenne soviétique. Mangouchlak et Atyraou — villes construites "au milieu de nulle part"— voient leur population augmenter de plus de 50%; Makhatchkala (capitale du Daghestan) affiche une croissance de 40%; les autres villes (Saparmourad Turkmenbachi²⁵, Lenkoran, Kaspiïsk et Derbent) voient leur population croître de plus de 30%. Toutefois, Bakou (1,8 million d'habitants) demeure, et pour longtemps, la ville la plus peuplée de la région. Astrakhan (510 000 habitants) sera bientôt rattrapée par Makhatchkala (330 000). Le littoral caspien est le témoin de toutes les phases successives d'urbanisation et d'industrialisation de l'histoire russe et soviétique et supporte aujourd'hui les conséquences de la plus récente de ces phases.

- 14 Cette évolution a marqué les tendances démographiques et ses avatars ont contribué à la dégradation de la santé publique d'une zone qui —région d'Astrakhan exceptée— est caractérisée jusqu'en 1990 par un fort taux d'accroissement naturel de la population (cf. tableau ci-après). Même si le taux de natalité est en forte baisse aujourd'hui, ce n'est plus l'exode rural qui, comme dans les années 1950-70, constitue le premier facteur de croissance de la population urbaine. La pyramide des âges des sociétés du littoral caspien —à l'exception de la région d'Astrakhan— est comparable à celle des pays en développement²⁶. Nombreux, les 20-30 ans —seconde génération urbaine— "s'installent" aujourd'hui et rencontrent des difficultés immenses dans la vie quotidienne. La corruption et l'irresponsabilité généralisées dans le secteur de la construction en URSS ont contribué à sacrifier l'urbanisme des villes et le bien-être des populations. Dans les années 1980, la sociologie urbaine soviétique dénonçait les conditions désastreuses de la construction des villes industrielles d'Atyraou et de Mangouchlak et s'offusquait de l'état d'urgence sanitaire dans lequel se trouvent les villes côtières du Daghestan²⁷. Cette situation de précarité sanitaire —parfois comparable à celle qui prévaut dans la région voisine de la mer d'Aral— se reflète notamment dans les chiffres préoccupants de la mortalité infantile, dont il faut noter la forte hausse au cours des trois dernières années (cf. tableau). Une étude comparative ferait sans doute ressortir que, compte-tenu du fort taux d'urbanisation de la région, ces chiffres sont très élevés.

Croissance de la population et mortalité infantile dans la région caspienne (ex-URSS), 1990-1993

Région, république ou Etat	Croissance annuelle moyenne (pour mille)	Mortalité infantile en 1990 (pour mille)	Mortalité infantile en 1993 (pour mille) ²⁸
Astrakhan	5,5	17,2	21,4
Atyraou	20,1	31,6	36,9
Azerbaïdjan	18,6	22,1	26,6
Balkhan	30,1	51,7	54,0
Daghestan	18,8	22,6	28,4

Kalmoukie	13,5	23,8	27,9
-----------	------	------	------

Sources: Goskomstat SSSR, *Demografitcheskii Ejegodnik* (Annuaire démographique), 1990; Goskomstat Rossiïskoï Federatsii, *Zdorov'e v tsifrah: strany SNG* (La santé en chiffres : les pays de la CEI), 1994.

- 15 La détérioration de l'environnement n'est pas la seule cause de la dégradation de la santé publique dans la zone: à l'instar de l'Asie centrale, la région est, au plan sanitaire et médical, en état de sous-équipement notoire²⁹. Aussi est-il impossible d'imputer aux seuls problèmes écologiques la baisse, ces trois dernières années, de l'espérance de vie³⁰. Toutefois, deux facteurs environnementaux, étroitement liés, peuvent expliquer cette situation: la pollution des nappes phréatiques et la difficulté de l'approvisionnement en eau potable. Selon les données officielles soviétiques de 1988, la pollution des nappes phréatiques par les pesticides, les nitrates et les sulfates est particulièrement élevée dans toute la région, dépassant partout les normes admises de plus de 25%³¹. Les statistiques régionales, quoique partielles et souvent réalisées de manière "artisanale", indiquent une pollution importante des eaux de surface pour l'ensemble de la zone. Préoccupant sur la rive occidentale, l'état des nappes phréatiques est catastrophique sur les littoraux kazakh et turkmène. Selon une étude russe récente, la part des nappes phréatiques "irréremédiablement polluées" irait de la moitié (Azerbaïdjan, Astrakhan) à 75% dans la région d'Atyraou³². De plus, dans la région caspienne comme partout en ex-URSS, le traitement des eaux usées est très insuffisant, voire inexistant. En résulte un manque cruel d'eau potable dans toute la région. Sur le littoral oriental, la situation atteint parfois des seuils très critiques, malgré l'installation, au début des années 1980, d'usines de dessalement de l'eau de mer à Bekdach (Turkménistan) et à Manguychlak. Ainsi Atyraou, qui doit faire face à un sérieux manque d'eau potable depuis cinq ans, "est une des seules villes au monde qui vit totalement avec de l'eau artificielle (dessalée) et ne peut assurer financièrement la construction d'une nouvelle usine de traitement de l'eau"³³. Dans la région turkmène du Balkhan, l'eau potable fait aussi défaut: un décret présidentiel récent prévoit "la construction sans délais de canaux, puits et d'installation de dessalement et de purification des eaux"³⁴. Le manque d'eau potable et la pollution des nappes phréatiques se reflètent avec certitude dans la structure de la mortalité, en particulier dans la part des décès pour cause de maladie infectieuse (cf. tableau ci-après).

Les maladies infectieuses comme cause de mortalité, 1990

Région, république ou pays	Part des maladies infectieuses dans la mortalité (en %)	Rang dans la hiérarchie des causes de mortalité
Ensemble URSS	0,19	9
Russie	0,12	12
Ukraine	0,10	13
Kazakhstan	3,13	8

Karakalpakistan ³⁵	20,61	1
Astrakhan	0,45	11
Atyraou	17,46	1
Azerbaïdjan	4,52	5
Balkhan	12,12	2
Daghestan	5,16	3
Kalmoukie	18,8	1

Source: Goskomstat Rossiïskoi Federatsii, *Zdorov'e v tsifrah: strany SNG*, 1994.

L'environnement comme enjeu géopolitique

- 16 Après la dissolution de l'URSS et l'apparition de nouveaux Etats sur son littoral, la mer Caspienne fait de nouveau l'objet d'âpres luttes d'influence. L'appât du gain tend à éclipser les problèmes écologiques. Les ambitions régionales se constituent. Dès lors, l'écologie se "politise" et devient peu à peu un instrument de marchandage entre les Etats. L'ordre des priorités environnementales est désormais faussé. Les diplomaties russe et, dans une moindre mesure, iranienne, mêlent un discours écologique à la promotion de concepts tels que "l'indispensable coopération régionale", la "concertation" et "l'exploitation en commun des richesses", etc. Cette langue de bois lénifiante n'est pas sans rappeler l'époque récente de la perestroïka où l'URSS, qui cherchait à "humaniser" sa politique étrangère, faisait étalage de ses problèmes écologiques et multipliait la publication de mesures, inappliquées, en faveur de l'environnement³⁶.
- 17 Dans les discussions actuelles, l'écologie apparaît principalement à deux niveaux. Véritable exorciste des tensions et des rancoeurs régionales, la question de la remontée des eaux de la mer Caspienne donne lieu à de vives polémiques. En outre, l'écologie est présente dans l'argumentation des diverses parties au dossier de l'aménagement du statut juridique de la mer Caspienne. Conformément à la tradition soviétique, la Fédération de Russie, instrumentalisant la question de l'"environnement", élabore une plaidoirie diplomatique afin de faire valoir ses "droits naturels" sur cette zone³⁷.
La question de l'évolution du niveau de la mer Caspienne
- 18 Les experts des Etats riverains constatent, unanimes, une remontée du niveau de la mer depuis la fin des années 1970. Ils semblent également considérer que la question du niveau des eaux —en hausse ou en baisse— est "aussi ancienne que la mer Caspienne elle-même"³⁸. Plutôt que d'élévation, il est donc historiquement plus juste de parler d'évolution du niveau de la mer. Néanmoins, la montée du niveau des eaux de la mer Caspienne présente à l'heure actuelle un caractère d'urgence absolue. On estime généralement que le niveau de la mer augmente régulièrement de 10 à 13 cm par an depuis 1978³⁹, soit une remontée d'environ 2,2 mètres en 18 ans. Les conséquences de ce phénomène sont tangibles: il menace directement 4 villes (dont Makhatchakala, Derbent et Kaspïïsk), 109 villages, une population de 200 000 habitants⁴⁰. En outre, "la

brusque remontée des eaux vient remettre en cause des sites qui avaient commencé à prospérer⁴¹. En Fédération de Russie, le développement des installations de pêche au Daghestan est remis en cause; l'équilibre écologique du delta de la Volga est gravement menacé et 10% de la surface agricole utile de la région d'Astrakhan est inondée. D'importantes voies de communication régionales, telles les voies de chemin de fer Bakou-Makhatchkala et Astrakhan-Kizliar, sont en danger, de même que 1200 km de câbles électriques. Les installations pétrolières et pétrochimiques des littoraux kazakh et turkmène ont les pieds dans l'eau, ainsi que les petits ports de pêche de la côte iranienne. En avril 1996, le gouvernement russe prend un décret "sur les mesures prioritaires de protection de la population et des installations économiques et autres" menacées par l'inondation et la remontée des eaux⁴². Ce texte prévoit la création d'un budget de 173 milliards de roubles⁴³ (environ 33 millions US\$) à cet effet.

19 Sans nier la réalité du problème, les Etats côtiers sont divisés sur ses origines et sa portée à long terme. Les experts officiels russes interprètent ce phénomène comme une remontée temporaire due à des aléas climatiques et à la variation constante du débit des fleuves côtiers. Ainsi Valeri Krassiouk, hydrologue en chef chargé du dossier "mer Caspienne" au Comité d'Etat à l'hydrométéorologie (Moscou), "refuse de voir dans l'augmentation des 20 dernières années une tendance lourde de l'évolution du niveau de la mer"⁴⁴. Il ajoute: "en 1996, le niveau a même baissé de quelques centimètres en raison d'une sécheresse intense en Russie. De nombreux réservoirs baissent, notamment ceux qui alimentent les grandes villes, telle Moscou. C'est là un problème beaucoup plus préoccupant à long terme". Invoquant l'ampleur du renversement de tendance des vingt dernières années, l'Iran désigne un responsable direct: l'hydroingénierie soviétique, ses projets et réalisations "grandioses". Pour l'Iran, la fermeture du golfe de Kara-Bogaz constitue la cause première de la catastrophe actuelle⁴⁵. Or, cette dernière faisait partie d'un vaste plan d'ensemble —le projet "Sibiral", suspendu en 1986— visant à mieux répartir les ressources en eau à l'échelle de l'URSS tout entière, notamment en changeant le cours des fleuves sibériens afin qu'ils alimentent la mer d'Aral agonisante⁴⁶. En ce qui concerne la région caspienne, l'objectif était de stabiliser le niveau de la mer en détournant une partie des eaux des fleuves du nord de la Russie (Petchora et Dvina) vers le bassin supérieur de la Volga afin d'accroître l'étendue des zones irriguées au sud et de percer, entre autres, un canal Volga-Don. Ce projet titanesque, qui visait à stabiliser le réseau hydrographique dans son ensemble, remonte à avant la révolution bolchevique⁴⁷. La Russie est accusée, à mots couverts, de vouloir maîtriser à son profit par ces desseins prométhéens les équilibres naturels de la mer Caspienne. Une question environnementale devient soudain un élément clef de la géopolitique régionale: un déséquilibre écologique, lié à la définition même de puissance, est perçu comme une menace potentielle.

20 Les débats sur les causes du phénomène dissimulent mal les visées stratégiques des Etats riverains. L'Iran, qui accuse les aménagements hydrauliques soviétiques d'être à l'origine de tous les problèmes actuels, n'en exprime pas moins sa volonté de résoudre le problème par des moyens non moins prométhéens. En août 1996, le ministre iranien des Transports, Ali Akbar Torkan, exposait un projet de construction de canaux de la mer Caspienne au golfe Persique afin de "stabiliser le niveau de la mer" et de "faciliter l'exportation des hydrocarbures du littoral caspien *via* les installations existantes en Iran"⁴⁸. En d'autres termes, l'Iran, sous couvert de motivations environnementales, vise à encourager les Etats producteurs à se passer des oléoducs et gazoducs contrôlés par la Russie. Immédiatement jugé "économiquement irréaliste" par le ministre russe de

l'Energie, Iouri Chafranik⁴⁹, ce projet était vivement dénoncé par tous les experts écologues des Etats issus de l'URSS pour les risques qu'il présentait pour le littoral caspien. En effet, en construisant de tels canaux, l'Iran disposerait d'une maîtrise complète du niveau de la mer Caspienne: il serait à même de jouer à tout moment de cette "arme de l'eau".

- 21 Pour grossière qu'elle soit, cette instrumentalisation des expertises sur l'origine de la remontée des eaux caspiennes à des fins géostratégiques n'en exclut pas d'autres, plus subtiles. Lors de la dernière réunion des experts environnementaux sur la mer Caspienne à Almaty, "les experts de l'ONU ont avancé une toute nouvelle théorie sur l'origine de la remontée des eaux de la mer: des sources souterraines coulant vers la mer d'Aral sont déviées vers la Caspienne". La solution serait donc de "construire des canaux pour détourner l'eau de la Caspienne vers la mer d'Aral"⁵⁰. Cette "toute nouvelle théorie" est en réalité très ancienne. Dès le début des années 1970, les instituts hydrologiques d'Asie centrale, qui défendent bec et ongles le projet de détournement des fleuves sibériens vers le sud vivement critiqué par de nombreux experts russes, utilisent tous les arguments possibles. L'un d'eux est justement "l'étroite corrélation entre les bassins caspien et aralien, qu'il convient de réanimer tous deux en les reliant entre eux et, au-delà, au réseau hydrographique sibérien"⁵¹. Après leur accession à l'indépendance, les Etats d'Asie centrale, prenant acte de l'abandon du projet Sibaral — toujours ardemment défendu par l'Ouzbékistan— ne font pas mystère de leur volonté de poursuivre une partie du projet. L'Ouzbékistan et le Kazakhstan proposent de venir au secours de la mer d'Aral en la reliant avec la Caspienne⁵². Ce projet de canal, dont le coût est jugé prohibitif par les spécialistes de la question⁵³, aurait pour conséquence d'unir, au plan géostratégique, le destin de la Caspienne à celui de l'Asie centrale. Il viendrait aussi compliquer la donne géopolitique régionale en ajoutant un "partenaire" supplémentaire, l'Ouzbékistan. A l'occasion de cette même conférence, le ministre kazakh de l'Environnement suggérait que telle était bien l'intention de son pays: "Dans la mesure où le problème de la remontée du niveau de la mer Caspienne met en jeu l'avenir économique de notre pays tout entier (l'exploitation des champs pétrolifères de Tengouiz) et où nous subissons durement les conséquences du drame aralien, il est normal que notre voix soit entendue en priorité"⁵⁴. L'écologie devient l'instrument de promotion des Etats d'Asie centrale dans la recomposition régionale autour de la mer Caspienne.

L'écologie comme argument dans la bataille sur le statut juridique de la mer Caspienne

- 22 Les trois nouveaux Etats indépendants de la Caspienne rencontrent simultanément deux obstacles de taille dans la mise en oeuvre des richesses pétrolières qu'ils abritent: négocier au mieux leur part avec les consortiums internationaux; s'assurer une marge de manoeuvre suffisante face aux deux puissances régionales -la Russie et l'Iran- dont l'objectif évident est d'exercer le contrôle le plus étroit et le plus lucratif possible sur ces ressources en se les appropriant en partie ou, le cas échéant, en les faisant transiter sur leur territoire. Dans cette bataille, dont l'issue n'est pas encore prévisible, la "protection de l'environnement" confère une apparence de respectabilité aux diverses stratégies d'appropriation des ressources. Ainsi, la Russie et l'Iran citent la nécessaire "protection des ressources biologiques et minérales" de la Caspienne à l'appui d'une conception "conjointe" de l'exploitation de ressources qui, si l'on applique le droit international de la mer, ne se trouvent ni sur leur territoire, ni dans leur zone économique exclusive⁵⁵.

- 23 Dans les discussions sur l'élaboration d'un statut juridique pour la mer Caspienne, l'Iran et, surtout, la Russie tentent de défendre l'idée d'une exploitation commune des ressources. Cette position est diamétralement opposée à celle des nouveaux Etats indépendants⁵⁶. En octobre 1994, la Russie, qui demande que la question du statut juridique de la mer Caspienne soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU, expose clairement sa doctrine⁵⁷: la mer Caspienne est un lac car elle ne dispose pas de connections naturelles avec les océans. De ce fait, les dispositions du droit international de la mer ne s'appliquent pas. En outre, la Russie rejette l'application des dispositions concernant les lacs frontières, qui exigent la délimitation précise de secteurs. Par conséquent, les ressources doivent être exploitées conjointement, conformément aux traités soviéto-iraniens de 1921 et 1940, auxquels les nouveaux Etats riverains ne s'estiment pas parties. En réalité, la Russie, outre qu'elle désire avoir sa part des richesses pétrolières, craint, dans l'hypothèse de l'application du droit international de la mer à la Caspienne, que la liaison fluviale mer Caspienne-mer Baltique ne soit reconnue comme "voie d'eau internationale", ce qui ouvrirait la mer Caspienne à d'autres Etats. Le mémorandum russe se termine sur une note péremptoire: "Toute action unilatérale concernant la mer Caspienne est illégale et ne sera pas reconnue par la Fédération de Russie". Autrement dit, la diplomatie russe est hostile à toute internationalisation de l'espace caspien. Deux arguments sont alors avancés. Tout d'abord, un argument économique, exprimé récemment par le ministre russe de l'Energie, Iouri Chafranik: "La Russie doit avoir un accès naturel à toutes les ressources des Etats de la CEI. C'est nous qui, par notre travail et notre énergie, avons créé tout ceci"⁵⁸. D'autre part, un argument environnemental, exprimé par Grigori Karassine, représentant du ministère russe des Affaires étrangères: "La Russie s'inquiète de l'impact écologique de tout accord sur la mer Caspienne... mer intérieure continentale dont l'équilibre revêt une importance particulière pour notre sécurité économique". Il ajoute, sans ironie, que "les traités de 1921 et 1940, qui envisageaient la question de l'utilisation rationnelle des ressources, doivent demeurer en vigueur"⁵⁹.
- 24 Ce soudain intérêt russe pour la protection des écosystèmes de la mer Caspienne prête à sourire. Surtout, il n'a aucun véritable fondement écologique: "l'environnement", "l'écologie", "l'utilisation rationnelle des ressources" ne sont là que des formules incantatoires. Comme nous l'avons vu, les problèmes écologiques ne se rencontrent pas en haute mer, mais sur le littoral. Aussi le Kazakhstan a-t-il tenté de répliquer à cet assaut diplomatique de la Russie. Défendant une application partielle des principes du droit international de la mer à la Caspienne, le Kazakhstan propose une délimitation du plateau continental sur la ligne de démarcation des zones économiques exclusives des différents Etats⁶⁰. Cette délimitation, qui priverait la Russie et l'Iran de droits sur les richesses pétrolières, est, ici encore, appuyée par un argument écologique: "Les flux polluants proviennent essentiellement des territoires des Etats côtiers" et "la circulation de ces flux en haute mer est minime". Invoquant des droits sur le bassin de la Volga, le Kazakhstan met en avant l'unité des écosystèmes de la région et la nécessité de protéger conjointement un espace largement pollué par l'exploitation du pétrole à Atyraou et Manguychlak⁶¹.
- Une mer sacrifiée à ses richesses?
- 25 Mer au statut indéfini, la Caspienne, souvent présentée aujourd'hui comme un nouvel Eldorado pétrolier, est redevenue un enjeu géostratégique majeur. Elle est aussi l'épicentre d'une zone de crise écologique et sanitaire caractéristique du monde

industrialisé post-socialiste. Les Etats riverains, pressés de tirer parti des richesses que recèle l'espace maritime qui les rassemble, se sont attelés à l'épineuse réglementation de leur vie commune et tentent de remédier tant bien que mal aux maux les plus urgents, liés à la remontée du niveau de la mer. Aucune stratégie à long terme n'a encore été élaborée dans le domaine de l'écologie. De nombreux obstacles existent, tant dans la formulation, l'acceptation ou l'application de mesures réellement efficaces.

- 26 Les deux réunions du comité de la mer Caspienne pour la protection de l'environnement tenues en 1995⁶² et 1996⁶³ —respectivement à Anzali et Almaty— qui réunit des experts scientifiques régionaux et internationaux sous la co-présidence des directeurs des comités d'Etat à l'hydrométéorologie des cinq Etats, n'ont finalement abouti, outre à la formulation des sempiternels voeux pieux sur "la nécessité de coopérer davantage", qu'à peu de résultats concrets. La première conférence portait essentiellement sur les problèmes dus à l'évolution du niveau de la mer et s'achève par la rédaction d'un mémorandum sur les "dommages causés du fait de la prospection d'hydrocarbures aux larges des côtes azerbaïdjanaise, kazakhe et turkmène". La seconde réunion se termine par une déclaration conjointe visant à "établir un système de monitoring et d'échanges d'information en cas d'urgence écologique" et, d'autre part, à "renforcer la surveillance côtière, par exemple en développant un corps régional de garde-côtes". En outre, le chef du bureau météorologique iranien, Ali-Moukhammad Nourian, est élu à la tête du comité de coordination.
- 27 On objectera que ce comité, qui vient d'être instauré, doit encore faire ses preuves avant d'être définitivement tenu pour inconséquent. Néanmoins, force est de constater que ce "comité de la mer Caspienne pour la protection de l'environnement" est, dès l'origine, affecté de deux défauts structurels rédhibitoires. Tout d'abord -comme son nom l'indique- il a pour mission essentielle de s'atteler aux problèmes de la mer, en particulier à la difficile tâche de prévoir l'évolution de son niveau. Cette institution purement "intergouvernementale" —qui ne dispose ni d'une administration, ni d'un budget propres— n'a donc pas pour objectif d'élaborer de véritables politiques publiques d'environnement. Destinée à émettre périodiquement des "recommandations" et des "propositions", elle court le risque de demeurer un "concile" de savants hydrologues et météorologues peu enclins à s'arroger de véritables prérogatives. Car ce comité réunit des institutions dépourvues de tout véritable pouvoir. Tant que la concertation et la coopération ne seront pas engagées au niveau des ministères de l'Environnement des cinq Etats, ce "comité de coordination" ne sera pas en mesure de concevoir des mesures de protection de l'environnement caspien dans son ensemble, qui constitue pourtant le seul moyen efficace d'enrayer la détérioration des conditions écologiques et sanitaires dans toute la région.
- 28 Concluant une étude sur la mer Caspienne et ses enjeux contemporains, Clive Schofield et Martin Pratt écrivaient qu'"il y a peu de régions au monde où les raisons d'être optimiste sont si peu nombreuses: finalement, avec tant de pétrodollars en jeu, les débats sur la souveraineté et, plus généralement, les nombreux problèmes de la région ont peu de chance d'être résolus"⁶⁴. Ce constat ne peut être que partagé par un observateur des questions environnementales. Nous avons souligné l'impuissance des instances de concertation régionale. Mais c'est finalement bien secondaire au regard de la faiblesse endémique des institutions chargées de la protection de l'environnement dans les cinq Etats riverains. Dans les pays de l'ex-URSS, les nouveaux Etats indépendants disposent d'institutions récentes, peu influentes et qui, faute de moyens,

se bornent à recueillir l'information sur l'état de l'environnement. En Russie, les institutions sont nombreuses mais dispersées. Elles s'entrecroisent et, bien souvent, se neutralisent: le ministère de l'Environnement, réintégré au sein d'un vaste Ministère des ressources naturelles en 1996, a *de facto* perdu la fonction de coordinateur qu'il était censé exercer. En outre, ni ce ministère, ni le Conseil de sécurité (dont les attributions s'étendent à la "sécurité écologique") —qui sont les deux seules institutions disposant d'un peu de poids en la matière— n'ont placé le littoral caspien parmi les priorités de leur action à moyen et long terme. Le discours des Etats riverains sur l'environnement —à commencer par celui de la Russie— semble destiné à rester un simple accessoire des revendications territoriales ou économiques. Ainsi, il ne fait aucun doute que la Russie jouera à l'avenir la "carte écologique" contre tout projet d'acheminement des hydrocarbures sous la mer Caspienne et, plus généralement, contre toute liaison amenée à éviter son territoire.

- 29 Les dividendes du pétrole apporteront-ils les moyens de dépolluer la mer et son littoral? Permettront-ils d'augmenter le niveau de vie de la population, d'améliorer l'urbanisme des villes, de reconstruire les systèmes d'adduction d'eau, de faire reculer la mortalité infantile? Fourniront-ils les bases financières d'une politique de développement soutenable de la région? Encore faudrait-il que les Etats riverains manifestent la volonté politique d'emprunter ce chemin. Or, tel n'est absolument pas le cas. Dotés d'institutions environnementales de peu de poids, ces Etats ne semblent pas envisager, dans leurs négociations avec les consortiums pétroliers, de retombées en faveur de l'environnement et des conditions de vie des personnes vivant dans les zones polluées ou à risque. Aucun des Etats du pourtour de la mer Caspienne n'étant démocratique, toute mobilisation de la société civile en faveur de l'écologie, aussi improbable qu'elle soit —sauf à Astrakhan, les mouvements écologistes sont partout microscopiques, peu structurés et étroitement contrôlés— est immanquablement vouée à ne pas être prise en considération.

NOTES

1. A. Ter Minassian, "La belle époque à Bakou" in *De Russie et d'ailleurs: feux croisés sur l'histoire*, Paris, Institut d'études slaves, 1995, pp. 363-372.
2. J. Radvanyi, *L'URSS: régions et nations*, Paris, Masson, 1990.
3. "Caspienne (mer)", *Encyclopaedia Universalis*, Paris, 1995.
4. G. Graham, "Sorting out the Caspian", *East European Business Law*, n°9, 1996.
5. Pour une vue d'ensemble, J.-R. Raviot, *Ecologie et pouvoir en URSS: le rapport à la nature et à l'espace, une source de légitimité politique dans le processus de désoviétisation*, thèse de doctorat de l'IEP de Paris, 1995.
6. Minpriroda SSSR, *Natsional'nyi doklad SSSR k konferentsii OON po okroujaiouchtchei srede i razvitiïu* (Rapport pour la conférence de l'ONU sur l'environnement et le développement), Moscou, 1992, p. 456.
7. R. Brunet et V. Rey, *Géographie universelle* (tome 10), Paris, Belin, 1996, p. 306 et suivantes.

8. Pour une évaluation complète: N. Glazovskiï, "Aral'skiï krizis" (La crise de l'Aral), *Priroda*, n°11, 1990, p. 90-98.
9. Chiffres de 1993 cités par S. Konstantinova et A. Frolov in "Volga, Volga -96", *Sevodnia*, 8.8.1996.
10. Minpriroda SSSR, *Natsionalnyi doklad...*, op. cit., p. 789.
11. F. Chipounov, "Stony Volgi" (les gémissements de la Volga), *Sovetskaïa Rossiïa*, 18.11.1987.
12. E. Gousseïnov et G. Tcharodeev, "Vek nam ikry ne edat'" (dans un siècle nous ne mangerons plus de caviar), *Izvestia*, 6.7.1996.
13. Minpriroda SSSR, *Natsional'nyi doklad...*, op. cit., p. 450, repris par exemple in World Conservation Union, *Environmental Status Reports: 1990*, vol. 3, 1991, p. 34-35.
14. Statistiques soviétiques (1989) citées par M. Feshbach et A. Friendly, *Ecocide in the USSR*, New York, Basic Books, 1992,
15. Minpriroda SSSR, *Natsional'nyi doklad...*, op. cit., p. 560.
16. Communications présentées lors de la Conférence internationale sur les problèmes de la Caspienne, Bakou, juin 1991, et notamment celle d'A. Mansourov (président du Comité d'Etat pour la protection de la nature d'Azerbaïdjan), in *Rabotchaïa Tribouna*, 14.6.1991.
17. S. LeVine, "High stakes", *Newsweek*, 17.4.1995.
18. A. Iablokov, "Obzor potentsialnykh ekologicheskikh katastrof v Rossii"(Aperçu des catastrophes écologiques potentielles de la Russie), *Zelionyï mir*, n°1, 1995.
19. V. Kassinov, "Kazakhstan: iadernaïa zona" (Kazakhstan : zone atomique), *Kazakhstanskaïa Pravda*, 14.10.1996.
20. E. Reclus, *Nouvelle géographie universelle*, Paris, 1881, p. 427.
21. The World Bank, *Azerbaijan: from Crisis to Sustained Growth*, Washington DC, 1995, p. 157 et suivantes.
22. Pour des informations complémentaires sur la socio-économie de la rive occidentale et septentrionale de la Caspienne, J. Radvanyi, *La nouvelle Russie*, Paris, Masson, 1996, p. 301.
23. Goskomstat SSSR, *Demograficheskiï Ejegodnik SSSR* (Annuaire démographique de l'URSS), Moscou, 1991.
24. T. Swietochowski, *Russia and Azerbaijan: a Borderland in Transition*, New York, Columbia University Press, 1995, p. 206.
25. Anciennement Krasnovodsk. Rebaptisée du nom du dictateur turkmène, Saparmourad Niazov, dit "Turkmenbachi" (père des Turkmènes).
26. E. Chtcherbakova, "Demograficheskie protsessy v postsovetskom prostranstve" (Processus démographiques dans l'espace post-soviétique), *Naselenie i obchtchestvo*, n°6, 1995.
27. L. Kogan, *Byt' gorozhanami* (citadins), Moscou, Mysl', 1990, pp. 123-145.
28. A titre de comparaison, le taux de mortalité infantile de la France est, en 1995, de 6 pour mille; Russie: 19 pour mille; Kazakhstan: 28 pour mille; Iran: 56 pour mille; Turkménistan: 44 pour mille; Ethiopie: 120 pour mille; Thaïlande: 35 pour mille; Vietnam: 42 pour mille. La moyenne mondiale est de 60 pour mille. *Naselenie i obchtchestvo*, n°7, 1995.
29. Goskomstat SSSR, *Demograficheskiï Ejegodnik* (Annuaire démographique), op. cit.
30. En 1993, l'espérance de vie dans la région caspienne allait de 57,3 ans (Atyraou) à 66,9 ans (Azerbaïdjan), à comparer aux moyennes russe (64,3 ans) ou kazakhe (67,2).

- Goskomstat RF, *Zdorov'e v tsifrakh: strany SNG* (la santé en chiffres : les pays de la CEI), 1994.
31. Goskompriroda SSSR, *Sostoianie prirodnoi sredy v SSSR v 1988 godu* (l'état du milieu naturel en URSS en 1988), Moscou, Lesnaïa promychlennost, 1989, p. 43.
 32. M. Lesnov, "Voda i zdorov'e grajdan v stranakh SNG" (l'eau et la santé des citoyens dans les pays de la CEI), *Zeliony mir*, n°5, 1994.
 33. BBC Summary of World Broadcast, 7.9.1996.
 34. *Turkmenskaïa Iskra*, 2.9.1995.
 35. République faisant partie de l'Ouzbékistan, riveraine (au sud) de la mer d'Aral. En 1990, cette république détenait le record soviétique pour le taux de mortalité infantile.
 36. J.-R. Raviot, *Ecologie et pouvoir en URSS*, op. cit., chap. 6.
 37. Dans les années 1987-89, l'URSS avait procédé à l'identique, utilisant la rhétorique écologique à l'appui de son discours diplomatique sur le désarmement de la région de la mer Blanche. J.-R. Raviot, op. cit., chap. 6.
 38. *Transition*, n°15, 26.7.1996, p. 45.
 39. C. Schofield, M. Pratt, "Claims to the Caspian Sea", *Jane's Intelligence Review*, n°2, 1996, p. 75-79.
 40. S. Konstantinova, A. Frolov, op. cit.
 41. J. Radvanyi, *La nouvelle Russie*, op. cit., p. 310-311.
 42. Postanovlenie Pravitel'stva Rossiïskoï Federatsii, "O pervootcherednykh meropriiatiiakh na 1996-97 gody po zachtchite naseleniia i predotvrachtcheniïou zatopleniia khoziaïstvennykh i drougikh obektov, raspolojennykh na poberej'e Kaspiïskogo moria", *Rossiïskaïa Gazeta*, 3.4.1996.
 43. Le décret enjoint également à la région et aux républiques du littoral (Astrakhan, Daghestan, Kalmoukie) de consacrer un budget global de 323 milliards de roubles (64 millions US\$) en complément pour la mise en oeuvre des mesures.
 44. V. Krassiouk, "Strasti po Kaspiïskomou moriou" (Passions autour de la mer Caspienne), *Zeliony mir*, n°5, 1996.
 45. B. Vinogradov, "Rousskii osetr i bezkhoznyï Kaspiï" (l'esturgeon russe et la Caspienne abandonnée), *Izvestia*, 26.10.1996.
 46. P. Micklin, "The Fate of Sibaral: Soviet Water Politics in the Gorbachev Era", *Central Asian Survey*, n°2, 1987, p. 67-88.
 47. Elaboré en 1863 par la société impériale de géographie, ce projet "Demtchenko", repris sous Staline sous le nom de "plan Davydov", visait notamment à augmenter le niveau de la mer Caspienne, en baisse à l'époque. L. Tchokin, *Reki Sibiri potekout v Kazakhstan i v Sredniouïou Aziïou* (les fleuves sibériens couleront vers le Kazakhstan et l'Asie centrale), Alma-Ata, 1974.
 48. G. Graham, op. cit.
 49. *Kommersant Daily*, 12.9.1996.
 50. BBC Summary of World Broadcast, 30.9.1996.
 51. Conférence sur les problèmes de la mer d'Aral, Tachkent, 10-20.2.1971. *Pravda Vostoka*, 10-20.2.1971.
 52. Conférence régionale sur les problèmes de la mer d'Aral, Alma-Ata, 6-9.9.1993. *Kazakhstanskaïa Pravda*, 10.9.1993.
 53. M. Feshbach, *Ecological Disaster: Cleaning Up the Hidden Legacy of the Soviet Regime*, A Twentieth Century Fund Report, Washington DC, 1995, p. 59.
 54. BBC Summary of World Broadcast, 1.10.1996.

55. H.-J. Uibopuu, "The Caspian Sea: a Tangle of Legal Problems", *The World Today*, n°6, 1995, 119-123.
56. Selon l'avocat américain Gael Graham, l'Azerbaïdjan défend le plus ardemment l'application stricte du droit international de la mer; le Kazakhstan et, surtout, le Turkménistan étant prêts à faire quelques concessions. G. Graham, *op. cit.*
57. A/49/475, Position de la Fédération de Russie concernant le régime juridique de la mer Caspienne.
58. *Kommersant Daily*, 9.11.1994.
59. Cité par H.-J. Uibopuu, *op. cit.*
60. *Ibid.*
61. BBC Summary of World Broadcast, 17.1.1996.
62. BBC Summary of World Broadcast, 13.10.1995.
63. BBC Summary of World Broadcast, 30.9.1996.
64. C. Schofield, M. Pratt, *Jane's Defence Intelligence Review*, *op. cit.*, p. 79.
-

RÉSUMÉS

La plus vaste des mers fermées du globe se trouve au coeur d'une zone stratégique essentielle où les tractations entre sociétés pétrolières et Etats riverains se déroulent sans tenir compte des questions relatives à l'environnement et à l'écologie. Pourtant, les risques de pollution sont grands avec de sérieuses conséquences pour la situation sanitaire des populations vivant dans la région. A cela s'ajoute la question de la remontée du niveau de la mer depuis la fin des années 1970 qui inquiète les Etats riverains. L'avenir écologique de cette mer sera-t-il sacrifié au nom de l'exploitation intensive de ses richesses ?